

Sommet de l'Union africaine : vers une Journée de la sécurité alimentaire en Afrique

Du 25 au 27 juillet 2010 à Kampala en Ouganda, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) se sont réunis à l'occasion du 15^{ème} Sommet de l'organisation. Le thème principal de cette rencontre était la santé maternelle et infantile et le développement en Afrique. La Commission de l'UA entend en particulier « *intensifier sa campagne* » pour réduire le taux de mortalité maternelle et infantile sur le continent. « *L'Afrique a fait peu de progrès dans la santé maternelle et infantile. La mortalité maternelle et infantile fait plus de victimes que les conflits* », a rappelé Jean Ping, le président de la Commission de l'UA. Sur la sécurité alimentaire, suite à une proposition du Malawi, l'UA a décidé d'instaurer une « *Journée de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique* » le 30 octobre de chaque année. Par ailleurs, un Groupe stratégique de 17 pays va être constitué afin d'être « *le fer de lance et d'assurer le suivi de l'Initiative africaine du Panier alimentaire* ». Cette initiative prévoit de mettre l'accent sur l'amélioration de l'agriculture et de la sécurité alimentaire au cours des cinq prochaines années grâce à « *des interventions novatrices* ». Pour le président du Malawi, Bingu Wa Mutharika, cette initiative constitue « *une nouvelle approche ciblée qui met en lumière l'agriculture et la sécurité alimentaire comme tremplins pour la croissance* ». Il estime que cette initiative pourrait également servir à débloquer les 22 milliards de dollars que les membres du G8 ont promis lors du sommet de l'Aquila.

Changement climatique : difficile poursuite des discussions

La Convention Cadre des Nations unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) a tenu du 2 au 6 août, en présence de 178 pays, une nouvelle session de travail à Bonn en Allemagne. Il s'agissait de l'avant dernière réunion avant la Conférence sur le climat qui se tiendra à Cancun, au Mexique du 28 novembre au 10 décembre prochain. Les discussions ont repris sur la base d'une nouvelle version du texte proposé au mois de juin par la diplomate zimbabwéenne Margaret Mukahanana-Sangarwe. Cette synthèse, qui reprend les termes de l'accord de Copenhague et les propositions de différentes parties, doit servir de base à un accord. Des délégations, notamment celles des pays en développement (PED) et des pays émergents, jugent cette synthèse trop favorable aux pays développés et ont réintroduit certaines de leurs exigences initiales (Cf. [Lettre hebdo n°279](#)). Les tensions restent fortes entre pays développés et PED. Si les discussions entre pays industrialisés ont permis d'affiner les mécanismes qui succéderont au protocole de Kyoto, qui prend fin en 2012, les représentants des PED ont rappelé que les engagements actuels des gouvernements du Nord ne suffiront pas à limiter le réchauffement à 2°C. La Costaricienne Christiana Figueres, qui a pris le 1er juillet la tête de la CCNUCC, a appelé les pays développés à honorer d'urgence l'engagement, pris à Copenhague, de verser 30 milliards de dollars aux PED d'ici à 2012.

Sommet de l'Afrique australe

Le 30^{ème} sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC)¹ s'est tenu à Windhoek, en Namibie les 16 et 17 Août. A l'issue de ce sommet, les dirigeants ont réaffirmé leur engagement d'approfondir l'intégration économique et de mettre en œuvre rapidement les programmes de l'union régionale. Concernant la sécurité alimentaire régionale, les dirigeants ont souligné une amélioration générale de la situation, avec globalement une augmentation de la production et des excédents de céréales pour les campagnes en cours au Malawi, au Mozambique, en Afrique du Sud et en Zambie. Cependant, même si la production alimentaire et la disponibilité se sont améliorées, les chefs d'Etat ont insisté sur le fait que l'accès à la nourriture et la malnutrition restent de véritables défis dans la région. Sur le volet économique, les membres de la SADC ont décidé de nommer un groupe d'experts « *pour consolider et affiner le travail technique exécuté jusqu'à présent afin de trouver un accord* » sur l'union douanière et avec pour mission de rendre son rapport avant décembre 2011. Les pays membres vont fixer une nouvelle date pour lancer l'union douanière qui devait débiter cette année. Ils ont également prévu de consolider leur zone de libre-échange, lancée en 2008, pour pouvoir l'unir avec le marché commun de l'Afrique australe et de l'Est (Comesa) et la Communauté d'Afrique de l'Est (CEA). Suite à ces discussions, les trois blocs commerciaux régionaux ont rédigé un projet d'accord qui ouvre la voie à la mise en place d'une zone de libre-échange. Le projet comprend notamment 14 annexes qui traitent, entre autres dispositions, des règles d'origine, des droits de propriété intellectuelle et de règlement des différends, « *Le projet contient des propositions concernant des règles communes qui régiraient les régimes commerciaux et les rassembleraient en une plate-forme homogène* » a expliqué Sindiso Ngwenya, le secrétaire général du Comesa le 24 août lors d'une réunion.

¹ Les 15 membres de la SADC sont l'Angola, l'Afrique du Sud, le Botswana, la République démocratique du Congo (RDC), le Lesotho, le Malawi, l'île Maurice, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie, le Zimbabwe et Madagascar.

Sources : AFP, AllAfrica, Reuters, IISD, Union africaine, SADC.